



Le leader du MRC, Maurice Kamto, a publié le 5 octobre 2019, jour de sa libération, la première déclaration officielle, suite à l'arrêt des poursuites signé par le Chef de l'État.

Dans cette note de six pages, l'opposant insiste entre autres sur la nécessité de solder le passif du dernier scrutin présidentiel, l'impératif d'une réforme consensuelle du système électoral, la garantie des libertés publiques, ou encore la garantie de l'indépendance de la justice.

Au sujet du grand dialogue national convoqué par le chef de l'Etat, Maurice Kamto se réjouit des propositions faites par le sultan roi des Bamoum, Ibrahim Mbombo Njoya. **« À cet égard, les propositions faites par le Sultan Mbombo Njoya nous paraissent empruntes de sagesse et de bon sens, parce qu'elles permettent de jeter les bases d'une République nouvelle aux fondations démocratiques mieux assurées »**, mentionne l'avocat-politicien.

Au cours de son allocution lors de l'ouverture du dialogue national au Palais des Congrès, le monarque parlant de la crise des régions du Nord-Ouest et Sud-ouest, a clairement laissé entendre que le problème qui se pose au Cameroun est aussi celui de l'alternance : **« le seul remède qui pourrait guérir le mal est la révision de la Constitution. La limitation du mandat présidentiel à 2x5 ans non renouvelables »**, déclarait le sénateur, chef de la délégation permanente du RDPC pour la région de l'Ouest.

Le roi Ibrahim Mbombo Njoya proposait aussi l'élection à deux tours comme piste de solution. Mais aussi, la révision du code électoral. Et enfin, la décentralisation dont il faut accélérer la mise en place. Dans les 06mois qui suivent le dialogue.